

---

# TERRITORIALISATION ET SPATIALISATION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE À LA PÉRIPHÉRIE DE L'UNION EUROPÉENNE: LES MACRO-RÉGIONS DANS LES BALKANS OCCIDENTAUX

---

UDC 327+339.92(497-15)

DOI: 10.22182/spm.specijal22022.7

Оригинални научни рад

Nebojsa Vukadinovic\*

Sciences Po, Paris

---

## Résumé

---

Depuis 1997, l'UE favorise la coopération régionale dans les Balkans. Celle-ci a pris depuis différentes formes: coopération régionale, zone de libre-échange, bons rapports de voisinages. Depuis quelques années, l'UE développe le concept de macro-régions qui permet aux Etats balkaniques qui souhaitent entrer dans l'UE de développer des projets communs entre eux mais aussi avec les pays déjà membres de l'Union européenne. Deux macro-régions ont ainsi vu le jour: la macro-région adriatique-ionienne et la macro-région du Danube. La France soutient le concept de macro-région dans les Balkans occidentaux. Cet article met également en évidence ce que la stratégie de la macro-région EUSAIR et la stratégie du Danube peuvent offrir au processus d'élargissement. La Serbie participe aux deux macro-régions. Quels sont les moyens mis en œuvre et les objectifs permettent-ils le développement économique?

---

\* [nebojsa.vukadinovic@sciencespo.fr](mailto:nebojsa.vukadinovic@sciencespo.fr)

Les macro-régions permettent-elles vraiment les échanges entre les Etats de la région et l'intégration des pays des Balkans à l'UE?

**Mots clefs:** macro-régions, périphérie de l'Union européenne, Balkans occidentaux, Stratégie de l'UE pour la mer Adriatique et la mer Ionienne (EUSAIR), Stratégie pour le Danube (EUSDR), élargissement de l'Union européenne, développement économique, politique territoriale, spatialisation, politique de cohésion

---

## L'UNION EUROPÉENNE ET SES PÉRIPHÉRIES: LES MACRO-RÉGIONS ET LES BALKANS OCCIDENTAUX

Une macro-région est un espace transnational qui permet de réunir plusieurs pays ou régions d'Europe réunis autour d'objectifs communs. Les macro-régions sont soutenues par l'Union européenne dans le cadre d'une stratégie « macro-régionale » définie en commun. Le Conseil de l'UE demande à la Commission de préparer une stratégie entre les Etats, les collectivités et les parties prenantes. « La stratégie est ensuite approuvée par le Conseil. Elle vise à motiver des initiatives et des projets contribuant au développement harmonieux du territoire macro-régional. Les macro-régions peuvent rassembler des pays membres de l'Union européenne ainsi que des pays tiers afin d'ouvrir un espace d'échanges et de projets communs pour une cohésion territoriale renforcée ». <sup>1</sup> Ensuite, une macro-région ne reçoit pas de fonds européens et ne bénéficie pas de structure ou juridiction, qui lui seraient spécifiquement dédiés. Une macro-région peut optimiser les financements (européens ou non) déjà disponibles, mutualiser et mettre en synergie les initiatives pour une meilleure intégration du territoire. Cependant, certaines macro-régions font l'objet, par ailleurs, d'un programme transnational, comme par exemple pour la macro-région du Danube.

---

<sup>1</sup> Voir <http://www.espaces-transfrontaliers.org/ressources/territoires/macrorregions/> (Consulté le 20.10.2021)

Tableau 1 : Les pays des macro-régions de la stratégie Adriatique Ionienne (EUSAIR) et de la Stratégie du Danube (SRD)

Macro-régions	Stratégie Adriatique-Ionienne (EUSAIR)	La Stratégie pour la région du Danube (SRD)
Etats membres de l'UE	Italie, Slovénie, Croatie, Grèce	Allemagne, Autriche, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Bulgarie et Roumanie, Croatie
Etats non membres de l'UE	Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Serbie, Albanie, Macédoine du nord	Serbie, Bosnie Herzégovine, Monténégro, Ukraine et Moldavie

## LES CARACTÉRISTIQUES DE LA MACRO-RÉGION ADRIATIQUE-IONIENNE (EUSAIR)

La macro-région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR)<sup>2</sup> comprend quatre pays membres de l'UE (Croatie, Grèce, Italie et Slovénie) et cinq pays non membres (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du nord, Monténégro et Serbie). La république de San Marino est dans un processus d'adhésion à EUSAIR. La Commission européenne a adopté une «Stratégie pour la Région de l'Adriatique et de la Mer ionienne» (EUSAIR), accompagnée d'un plan d'action, en juin 2014.

Cette stratégie a été adoptée par les Etats membres en octobre 2014 « L'Adriatique est une mer sous tension, surtout à la lumière de son caractère semi-fermée avec un échange limité des eaux avec la mer Méditerranée et avec un milieu marin particulièrement vulnérable à cause d'une inquiétante combinaison de phénomènes (pollution provenant de la terre et des navires, débris, atteintes à la biodiversité, surpêche et dégradation des côtes) » (Caligiuri, 2018). De fait, la mer Adriatique est une mer semi-fermée. Il s'agit d'un golfe long mais relativement étroit, aligné généralement du nord-ouest au sud-est, vers son seul accès, le Détroit d'Otrante. Marquée par l'Histoire de différentes civilisations, c'est une route maritime essentielle pour relier la partie centrale du continent européen avec le sud et l'Orient. C'est là aussi où se trouvait le rideau de fer au sortir de la Seconde guerre mondiale. Depuis la fin des guerres dans l'espace yougoslave on assiste à une reconfiguration de cet espace dont les enjeux sont cruciaux pour les Etats de la région mais aussi pour l'Union européenne dans son ensemble. A partir de 2011, l'UE a développé une véritable politique pour l'Adriatique et la mer Ionienne et l'expérience acquise en ce qui concerne la gouvernance

2 Voir <http://www.adriatic-ionic.eu/>

de la mer Baltique et de la région atlantique a été utile.

Les indicateurs macroéconomiques brossent un tableau très varié de la macro-région Adriatique-Ionienne, avec notamment des variations entre les différentes régions d'un même pays. La coopération territoriale et l'intégration commerciale, en revanche, sont plutôt importantes dans la majeure partie de la région, l'Italie étant le principal partenaire de tous les pays de la région. La macro-région présente une performance modeste en termes de compétitivité globale et d'innovation, une performance faible en matière d'efficacité d'utilisation des ressources, mais elle présente également une réalisation avancée en termes d'infrastructures hydrauliques. Les indicateurs politiques, de gouvernance et institutionnels dénotent un fossé important entre l'Italie, la Slovénie et les autres pays de la région en ce qui concerne la gouvernance, la participation et la transparence, et une efficacité modeste de la mise en œuvre des politiques dans la région en général. Le plan d'action de la Stratégie Adriatique-Ionienne définit onze thèmes en tant que domaines d'intervention Il s'agit d'une stratégie relativement et les activités sont principalement axées sur le renforcement des capacités. Il y a, cependant, plusieurs réalisations liées au processus, notamment en ce qui concerne le rapprochement de nouveaux acteurs dans différents secteurs, selon différents niveaux de gouvernance, ainsi que dans différents pays, notamment dans les domaines du transport, de l'énergie et de l'environnement. Les principales sources de soutien aux activités de la Stratégie Adriatique-Ionienne sont le programme Interreg ADRION et les programmes de coopération transfrontalières. Les projets développés au sein de la stratégie Adriatique-Ionienne ont commencé à demander des financements auprès des programmes de l'UE (fonds IPA pour les pays des Balkans occidentaux non membres de l'UE et fonds de Cohésion pour les Etats membres de l'UE).

## LA STRATÉGIE DE LA RÉGION DU DANUBE (SRD)

La région couverte par la Stratégie du Danube couvre principalement un bassin de 2.857 km le long du fleuve. La macro-région Danube réunit 14 pays (Autriche, Bulgarie, Croatie, République tchèque, Allemagne, Hongrie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Serbie, Moldavie et Ukraine)<sup>3</sup>, représentant 115 millions d'habitants. Avec sa dénomination entière, la « Stratégie de l'UE pour la région du bassin du Danube »<sup>4</sup> a été développée par

3 Voir <http://www.danube-region.eu>

4 En anglais: EUSDR

la Commission européenne afin de créer des synergies et améliorer la coordination des politiques et des initiatives locales. Une stratégie a été proposée par la Commission européenne en décembre 2010. Elle a été adoptée par les États membres en avril 2011. La stratégie de la région du Danube s'appuie également sur le programme de coopération transnationale Interreg B du Danube.

La région du Danube est assez hétérogène en termes de performances macroéconomiques, avec les performances les plus faibles des pays candidats à l'adhésion à l'UE, alors que l'Autriche et l'Allemagne ont des indicateurs socio-économiques bien plus performants. Les relations entre la plupart des différentes parties de la région sont assez fortes et l'intégration macro-régionale en matière de commerce, d'investissement et d'énergie s'avère importante. Comme le souligne une étude réalisée pour la Commission de l'Union européenne: « Il existe de grandes variations dans l'ensemble de la région en matière de compétitivité, avec un fossé notable entre zones urbaines/capitales et régions rurales ».<sup>5</sup> Le principal soutien aux activités de la Stratégie du Danube provient des programmes transnationaux du Danube, mais aussi des financements auprès de certains programmes de coopération transfrontalière et de programmes de l'UE (par exemple Erasmus). La région du Danube, l'une des plus grandes macro-régions est confrontée à plusieurs défis: menaces environnementales (pollution de l'eau, inondations, changement climatique), manque de liaisons routières et ferroviaires modernes, connexions énergétiques insuffisantes, développement socio-économique inégal, systèmes d'éducation, de recherche et d'innovation non coordonnés. Une meilleure coordination et coopération entre les pays et les régions est nécessaire pour relever ces défis. C'est pourquoi la Stratégie du Danube met en avant ces thématiques. Ainsi, les documents stratégiques précisent que « les habitants de la région du Danube bénéficieront grâce à cette stratégie de transports plus rapides par route et rail, de transports plus propres en améliorant la navigabilité des cours d'eau, une énergie moins chère et plus sûre grâce à de meilleures connexions et des sources alternatives et d'un meilleur environnement avec une eau plus propre, une biodiversité protégée et une prévention des inondations transfrontalières ». Il est précisé aussi que la région deviendra prospère, en travaillant ensemble sur l'économie, l'éducation, l'inclusion sociale, la recherche et l'innovation. Enfin, les destinations touristiques et culturelles seront attractives, développées et commercialisées en commun.

5 Study on macroregional Strategies and their links with Cohesion policy [https://ec.europa.eu/regional\\_policy/sources/cooperate/macro\\_region\\_strategy/pdf/mrs\\_links\\_cohesion\\_policy.pdf](https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/cooperate/macro_region_strategy/pdf/mrs_links_cohesion_policy.pdf) (Consulté le 12.11.2021)

En somme, une région plus sûre et bien gouvernée, grâce à une meilleure coopération et coordination des organisations gouvernementales et non gouvernementales.

On peut considérer que « l'espace macro-régional danubien n'est pas le simple support d'une macro-région sur le papier, il est aussi la matrice possible d'une instrumentalisation d'un découpage à des fins politiques » (Boulineau, 2018). Ici les fins politiques sont directement liées au processus d'adhésion à l'Union européenne. Il ne s'agit pas d'une salle d'attente pour une adhésion à une date indéfinie mais d'un forum d'échanges directs avec des Etats membres de l'UE autour de projets communs dans différents secteurs. C'est aussi un lieu d'apprentissage sur les pratiques européennes en matière de cohésion régionale et une préparation pour les fonds de cohésions.

## LE RÔLE DES STRATÉGIES MACRO-RÉGIONALES DANS LA COORDINATION DES POLITIQUES ET PROGRAMMES DE L'UE

Une stratégie macro-régionale peut être un mécanisme efficace pour renforcer la coopération régionale dans différents domaines. Cependant, les résultats des stratégies macro-régionales dépendent de l'environnement et de la phase de développement des pays qui y participe. Il ne suffit pas d'élaborer une stratégie, il est nécessaire aussi d'établir un plan d'action clair avec des indicateurs, des mécanismes de suivi (monitoring) et des sources de financements adaptés aux activités et projets souhaités. Un mécanisme de suivi devrait aussi permettre d'établir les phases de développement avec des résultats pour chaque étape. Jusqu'à présent beaucoup d'efforts ont été fait pour aligner les objectifs de l'UE avec les priorités stratégiques des deux macro-régions en question. Cependant il est nécessaire d'aligner de façon plus stratégique les priorités de la macro-région de la stratégie du Danube et celle de la stratégie Adriatique-Ionienne avec les fonds structurels et d'investissements (ESI) européens, notamment dans les phases de programmation des fonds. Une des difficultés provient ici de la nécessité de coordonner à la fois un cadre territorial et transnational et de renforcer la coopération intersectorielle. En outre, afin de répondre aux défis des macro-régions, les sources de financement des activités et des projets devraient être flexibles. Or la programmation pluriannuelle des fonds européens, qu'il s'agisse de ceux des Etats membres et des Etats en voie d'adhésion à l'UE est la phase cruciale qui permet d'aligner les objectifs et les priorités sur les sources de financements. En ce sens, le

développement des priorités et la mise en correspondance des capacités de financement est un point central. Le nombre des acteurs impliqués dans ces processus doit également être pris en compte tout comme la durée nécessaire pour la définition des objectifs communs.<sup>6</sup>

## LES MACRO-RÉGIONS DE L'UNION EUROPÉENNE ET LES BALKANS OCCIDENTAUX: QUELS INTÉRÊTS COMMUNS ?

La participation des pays des Balkans occidentaux aux macro-régions de l'Union européenne comporte de nombreux intérêts. En premier lieu, cela permet une coopération entre des Etats membres de l'UE avec des pays candidats et/ou engagés dans un processus de négociation pour l'adhésion. Ainsi, de nombreux transferts de savoir-faire peuvent s'opérer. Ensuite cela permet le renforcement de la coopération régionale entre les pays des Balkans occidentaux autour de thématiques d'intérêts communs dans des secteurs variés: transport, énergie, environnement, développement économique, culture, etc. La convergence d'intérêts mutuels entre les États membres et les États non membres permet également de développer l'économie à la périphérie de l'Union européenne. Les macro-régions EUSAIR et la Stratégie du Danube permettent également de contribuer au processus d'élargissement en facilitant l'adoption de l'acquis communautaire dans les pays des Balkans occidentaux. Elles contribuent aussi à favoriser la capacité administrative et la mise en œuvre de politiques et stratégies de l'UE au-delà des frontières de l'UE. Elles offrent en outre un cadre où différents niveaux, processus, stratégies et fonds européens peuvent converger. Enfin, elles permettent de promouvoir une forte implication des parties prenantes et l'élaboration de politiques participatives qui augmentent la responsabilité des gouvernements et consolident la démocratie.

---

6 Voir [https://ec.europa.eu/regional\\_policy/sources/cooperate/macro\\_region\\_strategy/pdf/mrs\\_links\\_cohesion\\_policy](https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/cooperate/macro_region_strategy/pdf/mrs_links_cohesion_policy) (consulté le 20.10.2021)

Tableau 2: Etat d'avancement des relations entre l'Union européenne et les Etats des Balkans occidentaux selon leurs statuts dans le processus d'intégration à l'UE (décembre 2021)

Pays des Balkans occidentaux	Application	Approuvé	Statuts	Progrès
Albanie	Avril 2009	Mars 2020	Candidat	Processus de Screening : 0% Chapitres clos : 0% Processus de ratification: 0%
Bosnie-Herzégovine	Février 2016	N/A	Candidat potentiel	Processus de Screening: 0% Chapitres clos: 0% Processus de ratification: 0%
Macédoine du nord	Mars 2004	Mars 2020	Candidat	Processus de Screening : 0% Chapitres clos: 0% Processus de ratification: 0%
Monténégro	Décembre 2008	December 2010	Candidat	Processus de Screening : 100% Chapitres clos: 9.1% Processus de ratification: 0%
Serbie	Décembre 2009	Mars 2012	Candidat	Processus de Screening : 100% Chapitres clos: 5.9% Processus de ratification: 0%

Parmi les grands défis auxquels la région est actuellement confrontée, on peut citer : Une adhésion à l'UE à des stades différents: Les six pays des Balkans occidentaux sont à des stades différents sur la voie de l'adhésion à l'UE (voir le tableau 2 ci-dessus). Bien qu'il existe une certaine ambiguïté quant aux avantages de l'adhésion, pour de nombreux pays, il s'agit d'un objectif qui pourrait s'avérer être un stimulant pour des réformes urgentes mais difficiles.

Un développement économique en difficulté: depuis la chute de la Yougoslavie et la fin du régime communiste, le développement économique des Balkans occidentaux a pris un retard considérable par rapport à celui des autres pays d'Europe de l'Est. Toujours en 2020, le PIB par habitant de l'Albanie était 3 fois inférieur à celui de la Slovénie. La pandémie de COVID-19 n'a pas aidé et a plongé les économies de des Balkans occidentaux dans une profonde récession et a eu des

effets perturbateurs massifs sur elles. Il y a également des problèmes structurels entravant l'investissement et la création d'emplois : les économies basées sur la consommation, le manque de production, la faible compétitivité, un environnement commercial médiocre, des secteurs publics surdimensionnés et inefficaces, des niveaux élevés de dette publique, un déficit commercial énorme, le crime organisé et la corruption sont des facteurs communs qui décourager l'investissement et limiter la croissance et la création d'emplois. Par ailleurs, le chômage reste élevé malgré des disparités entre les pays : Les Balkans occidentaux se caractérisent par des taux de chômage élevés avec les taux de chômage des jeunes les plus élevés au monde : ils varient de 21,4% en Albanie à plus de 40% en Bosnie-Herzégovine. De nombreux jeunes travailleurs sont engagés dans des emplois temporaires, dans l'économie informelle, et avec une incidence élevée d'inadéquation des compétences. En outre, la démographie est en baisse et on assiste à une fuite des cerveaux : Le nombre d'habitants de la région diminue en raison d'un taux de fécondité inférieur à 1 enfant par femme et en raison des différences importantes de revenus et de développement par rapport au reste de l'Europe entraînant un exode massif (surtout des jeunes). A titre d'exemple, la Macédoine du Nord a perdu près d'un quart de sa population en 25 ans ; La Serbie a perdu 160 000 personnes entre 2002 et 2011 et le nombre de départs en Bosnie-Herzégovine est estimé à 170 000 entre 2012 et 2017. Il y a également une grande vulnérabilité au changement climatique : Le Groupe d'experts international sur l'évolution du climat (GIEC)<sup>7</sup> a identifié les Balkans occidentaux comme l'une des zones les plus vulnérables au changement climatique en Europe. La région sera confrontée à des augmentations de température supérieures à la moyenne européenne, à des changements dans les régimes de précipitations entraînant un risque accru d'inondation, à des périodes prolongées de sécheresse, à l'érosion des sols et aux incendies de forêt. Le changement climatique augmentera les impacts négatifs, entraînant des pertes importantes en termes de croissance humaine, d'habitat et économique. Les inondations de 2014 ont clairement démontré que la région n'est pas préparée ni équipée de manière adéquate pour faire face aux dangers croissants posés par les impacts liés au climat. Enfin, un manque d'infrastructures : Le déficit d'infrastructures des pays des Balkans occidentaux est important et est considéré comme un obstacle majeur au rattrapage économique des pays de la région, ce qui nuit également à leur intégration dans l'UE.

La compétitivité et la croissance durable restent un défi important dans les Balkans occidentaux, notamment en ce qui concerne la création

7 Voir <https://www.ecologie.gouv.fr/comprendre-giec> (Consulté le 14.10.2021)

d'emplois. De plus, il existe encore un écart important entre l'infrastructure existante, qui souffre très souvent d'un entretien insuffisant voire inexistant, et ce qui serait nécessaire pour assurer un développement durable. La situation est devenue encore plus préoccupante en raison de l'exposition et de la vulnérabilité de la région au changement climatique et de sa dépendance aux combustibles fossiles en plus des conséquences du COVID-19. Un retour à des taux de croissance plus élevés et durables ne sera possible que si de nouvelles réformes structurelles sont accomplies, améliorant la cohésion régionale et permettant aux économies d'être plus compétitives et attrayantes pour les investisseurs. Cela nécessitera des investissements considérables au niveau des bénéficiaires et au niveau régional dans les réseaux d'infrastructures (numériques, énergétiques, environnementales, sociales, de transport), une action globale pour atténuer et s'adapter au changement climatique en passant à une voie de développement à faible émission de carbone et résilient au changement climatique, ainsi qu'un plus grand développement du secteur privé et du commerce. Des investissements sont particulièrement nécessaires pour créer un climat des affaires favorable aux petites et moyennes entreprises innovantes et pour développer l'accès au financement. Par conséquent, dans ce contexte la coopération régionale est essentielle pour relever les défis avec succès. Néanmoins à elle seule, la coopération régionale à travers la participation aux macro-régions ne peut régler tous les problèmes.

Le rapport 2021 de la Banque mondiale<sup>8</sup> sur l'économie des pays des Balkans occidentaux indique que « l'activité économique devrait augmenter de 4,4 % en 2021, mais elle sera toujours inférieure d'environ 6 % à sa tendance d'avant la pandémie. En 2022 et 2023, la croissance devrait ralentir à 3,7%, alourdie par les dommages persistants du COVID-19, tels qu'un climat d'investissement déprimé, en particulier dans les industries à forte intensité de contact, et des périodes prolongées de chômage »<sup>9</sup>. La pandémie a interrompu la croissance des années précédentes. Les précédents rapports de la Banque mondiale indiquent que « la moyenne était de 3,7 % pour 2019-2020, plus rapide que l'UE et similaire à la moyenne de l'Europe centrale et orientale (PECO). Mais la croissance a été différente d'un pays à l'autre, s'accéléralant en Bosnie-Herzégovine et en Macédoine du Nord, tout en décélérant en Albanie, au Monténégro et en Serbie. Cette tendance a changé en raison de la pandémie. Les taux d'infection restent élevés et, à l'exception de la Serbie, les pays de la région ont eu des difficultés à se procurer et à

8 *Western Balkans regular economic report*, n°19, World Bank, mars 2021

9 *Ibidem*, p.19

distribuer des vaccins ». Le rapport 2021 de la BERD indique également que la croissance dans les Balkans occidentaux devrait ralentir à 3,8 % en 2022.

Tableau 3: Taux de croissance du PIB dans les pays des Balkans occidentaux

	2019	2020	2021 (estimation)	2022 (prévisions)
Albanie	2.2	-3.3	4.5	4.0
Bosnie-Herzégovine	2.6	-4.3	3.5	3.0
Monténégro	4.1	-15.2	8.5	6.0
Macédoine du nord	3.6	-4.5	4.0	4.0
Serbie	4.2	-1.0	6.0	3.5

Sources: Banque mondiale, BERD, WIIW

Une reprise rapide dans l'UE renforcerait également la confiance et stimulerait les exportations. Les perspectives à court terme exceptionnellement incertaines soulignent comment les décideurs devront continuer à augmenter la probabilité de meilleurs résultats tout en évitant les pires. Les efforts politiques dans la région doivent donc rester étroitement concentrés sur la lutte contre la pandémie, la limitation des dommages sociaux et la promotion du rétablissement. Le rapport de la BERD<sup>10</sup> indique également que la région des Balkans occidentaux dans son ensemble a relativement bien résisté à l'impact de la pandémie, avec une contraction du PIB de seulement 3,2 % en 2020. Cependant, l'ampleur de l'impact diffère selon les économies. Au Monténégro, où le secteur du tourisme représente normalement environ un cinquième de l'économie, le PIB a fortement chuté de 15,2 %, tandis que la contraction du PIB en Serbie, pays à la structure économique plus diversifiée, a été plus modérée, à seulement 1 %. Toutes les économies ont adopté des politiques budgétaires expansionnistes avec divers programmes de soutien visant à atténuer l'impact de la pandémie. Par ailleurs, le commerce total de la région avec l'UE a augmenté de plus de 80 % depuis 2008, faisant de l'UE le principal partenaire commercial, avec un potentiel de croissance supplémentaire important ». L'UE est le principal partenaire à la fois pour les exportations (72 %) et les importations (58 %), tandis que le commerce entre les pays des Balkans occidentaux vient en deuxième position. La Chine est un important partenaire d'importation pour les pays des Balkans occidentaux mais n'a qu'une très faible part de leurs exportations. La Russie et la Turquie complètent les cinq principaux

10 EBRD, *Economic recovery prospects*, juin 2021

partenaires commerciaux. La Serbie représente près de la moitié des exportations totales de l'UE vers les pays des Balkans occidentaux. La croissance de ses exportations entre 2008 et 2020 en termes absolus a été la plus importante des six pays des Balkans occidentaux. Cependant, son taux de croissance annuel moyen (4,3 %) était le troisième le plus élevé, derrière celui de la Macédoine du Nord (7,7 %) mais devant l'Albanie (3,8 %), la Bosnie-Herzégovine (1,6 %) et Monténégro (0,6 %). La Serbie est également le principal partenaire d'importation de l'UE, avec à nouveau près de la moitié des importations totales en provenance des pays des Balkans occidentaux. Entre 2008 et 2019, le taux de croissance annuel moyen de ses importations (9,8 %) était très proche de celui de l'Albanie (9,9 %) et de la Macédoine du Nord (9,7 %). En Bosnie-Herzégovine (6,4 %) elles ont également augmenté tandis que les importations de l'UE en provenance du Monténégro sont tombées de 276 millions d'euros en 2008 à 189 millions d'euros en 2019. Même si la pandémie a modifié ces chiffres, l'UE reste le principal partenaire commercial pour tous les pays des Balkans occidentaux.

Depuis le début de la période pandémique COVID 19 (mars 2020), le transport de passagers a considérablement diminué de 90 à 95 % (transport interurbain) dans les pays des deux macro-régions tandis que le transport de marchandises a maintenu des niveaux proches de la période d'avant la crise sanitaire en raison d'une augmentation de la densité urbaine la nécessité de livraisons et distribution de fret alimentaire et pharmaceutique. Plusieurs faiblesses de la région Adriatique-Ionienne peuvent être résumées comme suit: a) la région dépend trop du transport routier, les points de passage frontaliers souffrent d'un manque de coordination entre les États membres de l'UE et les pays tiers, c) les infrastructures transfrontalières sont sous-optimales. Dans ce contexte, les pays de la macro-région Adriatique-Ionienne devraient assurer la connexion et la complémentarité entre les projets, actions et initiatives régionales à grande échelle. L'UE a adopté en décembre 2020 la stratégie de mobilité durable qui s'inscrit dans le cadre du Green Deal européen. Dans ce contexte, les Balkans occidentaux devraient également suivre ces objectifs stratégiques.

Les pays des Balkans occidentaux convergent progressivement vers l'Union européenne. Cependant, pour différentes raisons, notamment des problèmes de transition, des facteurs macroéconomiques ainsi que des chocs internes et externes, la convergence réelle de la région vers la moyenne de l'UE est relativement lente. Cependant, les programmes de stabilisation macro-économique en place depuis de nombreuses années ont créé de bonnes conditions pour le développement du secteur privé et

l'attraction des IDE<sup>11</sup>. La convergence nominale fournit généralement un environnement macroéconomique stable comme un plancher favorable à une convergence réelle. Dans ce contexte, l'élargissement de l'UE a fourni un cadre positif pour la stabilité macro-économique

## LA MÉTHODOLOGIE D'ÉLARGISSEMENT DE L'UE ET LES MACRO-RÉGIONS ADRIATIQUE-IONIENNE ET STRATÉGIE DU DANUBE

La méthodologie de l'élargissement, le plan économique et d'investissement pour les Balkans occidentaux, l'agenda vert pour les Balkans occidentaux et d'autres instruments de financement et programmes de l'UE pertinents. Le tableau ci-dessous montre les thèmes de la stratégie Adriatique-Ionienne et leurs corrélations avec les chapitres de l'Acquis communautaire.

Tableau 4: Corrélations entre les thèmes des piliers de la stratégie Adriatique-Ionienne avec les chapitres de l'Acquis communautaire

EUSAIR Pilier 1 – Croissance bleue		
EUSAIR - Thèmes	Chapitres de l'Acquis communautaire	Cluster de l'Acquis
Thème 1 – Les technologies bleues Thème 2 – Pêche et aquaculture Thème 3 – Gouvernance maritimes et services	Chapitre 13 – Pêche Chapitre – Science et recherche	Cluster 5 Cluster 3
EUSAIR Pilier 2 – Connecter la région		
EUSAIR - Thèmes	Chapitres de l'Acquis communautaire	Cluster de l'Acquis
Thème 1 – Transport maritime Thème 2 – Connexions intermodales aux territoires intérieurs Thème 3 – Energie	Chapitre 14 - Transport Chapitre 15 - Energie Chapitre 21 – Réseaux transeuropéens	Cluster 4
EUSAIR Pilier 3 – Qualité environnementale		
EUSAIR - Thèmes	Chapitres de l'Acquis communautaire	Cluster de l'Acquis

11 IDE: Investissements directs étrangers

Thème 1 – Environnement maritime Thème 2 – Habitats terrestres transnationaux et biodiversité	Chapitre 27 - Environnement	Cluster 4
EUSAIR Pilier 4 – Tourisme durable		
EUSAIR - Thèmes	Chapitres de l’Acquis communautaire	Cluster de l’Acquis
Thème 1 – Diversification de l’offre touristique Thème 2 – Gestion d’un tourisme responsable et développement durable	Chapitre 20 – Entreprises et politique industrielle Chapitre 26 – Education et culture	Cluster 3

Source: EU Strategy for the Adriatic and Ionian Region (EUSAIR) facilitating the enlargement process of Western Balkans », étude réalisée pour DG Regio, 2021.

Le pilier 1 de la Stratégie Adriatique-Ionienne « Croissance bleue » est lié au chapitre 13 (Pêche) et au chapitre 25 (Science et recherche) de l’Acquis communautaire. Puisque les activités de pêche dans les mers Adriatique et Ionienne sont principalement à petite échelle, elles sont vulnérables à la compétitivité mondiale. Ainsi, le plan d’action de la Stratégie Adriatique-Ionienne souligne la nécessité de renforcer la coopération entre les communautés côtières et d’élargir la participation des parties prenantes. En ce qui concerne le pilier 2 « Connecter la région », celui-ci est lié aux chapitres 14 (Transports), 15 (Énergie) et 21 (Réseaux transeuropéens) de l’Acquis communautaire. Les infrastructures de transport et d’énergie des Balkans occidentaux ont pris beaucoup de retard par rapport aux pays membres de l’UE en raison des conflits des années 1990 dans l’ex-Yougoslavie. Ces pays sont dépendants des financements internationaux pour des projets d’infrastructure à grande échelle. Les projets phares de la Stratégie Adriatique-Ionienne pour les transports complètent le plan économique et d’investissement pour les Balkans occidentaux. Le pilier 3 «Qualité environnementale» est lié au chapitre 27 (Environnement) de l’Acquis communautaire. La convergence de ce pilier avec les stratégies européennes actuelles est forte mais l’alignement, notamment dans la réalisation des infrastructures connectées, coûte cher. Comme le note une étude récente réalisée pour l’Union européenne « plusieurs pays des Balkans occidentaux ont estimé que les coûts de l’adoption de l’ensemble de l’Acquis environnemental

pour chacun d'eux dépasseraient la somme allouée via les fonds de pré-adhésion pour l'ensemble de la région des Balkans ». <sup>12</sup> Ainsi d'autres acteurs non européens sont présents dans ce secteur, notamment les chinois dont les modalités de financements permettent de dégager des fonds plus rapidement mais représentent aussi une source de dépendance extérieure à long terme en raison des montants de dettes contractés. En ce qui concerne l'Acquis communautaire dans le domaine de la protection des écosystèmes, des habitats et de la biodiversité, les investissements sont moins coûteux, mais nécessitent beaucoup de temps ainsi que l'engagement d'experts et la coopération avec des ONG, des universités et des instituts de recherche. Le pilier 4 « Tourisme durable » est lié au chapitre 20 (Politique d'entreprise et industrielle) et au chapitre 26 (Éducation et culture) de l'acquis. Le tourisme a été gravement touché par la pandémie de Covid-19 et est aujourd'hui au centre des priorités dans l'optique d'une éventuelle reprise. Néanmoins, l'impact de la pandémie sur le tourisme pourrait également contribuer à certains changements positifs à long terme. Les restrictions de voyage ont ouvert de nouvelles opportunités au tourisme de proximité et aux petites destinations; les nouvelles circonstances ont poussé à l'adoption de solutions intelligentes et numériques. Dans un contexte aussi difficile, la Stratégie Adriatique-Ionienne peut être dans une position stratégique pour soutenir le processus de redressement économique au niveau local.

La Stratégie Adriatique-Ionienne (EUSAIR) présente des atouts indéniables pour le processus d'élargissement de l'Union européenne. A ce sujet, elle permet le renforcement de la coopération horizontale entre les pays bénéficiaires. Elle permet aussi de relier les Etats membres de l'Union européenne avec les Balkans occidentaux. La macro-région permet de contribuer au processus d'élargissement en facilitant l'adoption de l'acquis communautaire dans les pays des Balkans occidentaux. Elle permet aussi de renforcer les capacités administratives avec des politiques européennes. Elle offre aussi un cadre de dialogue et de coopération à plusieurs niveaux : processus, stratégies et fonds pouvant converger vers des objectifs communs. Au-delà des chapitres de l'Acquis communautaire mentionnés dans le tableau ci-dessus, la Stratégie Adriatique-Ionienne soutient les pays des Balkans occidentaux notamment dans leur alignement avec le chapitre 5 de l'Acquis communautaire (marchés publics), le chapitre 18 (statistiques) et le chapitre 32 (contrôle financier). Le renforcement des capacités est également pertinent en vue de l'adoption du chapitre 22 (Politique régionale et coordination des

<sup>12</sup> «EU Strategy for the Adriatic and Ionian Region (EUSAIR) facilitating the enlargement process of Western Balkans », étude réalisée pour DG Regio, 2021, p.23.

instruments structurels). Le chapitre 22 permet aussi une préparation à la politique de cohésion de l'Union européenne.<sup>13</sup> En ce sens, la Stratégie de la macro-région Adriatique-Ionienne permet une amélioration des capacités de planification, de gestion et de suivi, même si dans ce dernier domaine de nombreux efforts restent à faire.

## RELATIONS ENTRE LES PILIERS DE LA STRATÉGIE ADRIATIQUE-IONIENNE ET LES PRIORITÉS DES INSTRUMENTS FINANCIERS EUROPÉENS ET DES POLITIQUES EN FAVEUR DES BALKANS OCCIDENTAUX

Chaque pilier de la Stratégie Adriatique-Ionienne est associé aux fenêtres thématiques des fonds de pré-adhésion IPA III (2021-2027), aux projets phares d'investissement proposés dans le plan économique et d'investissement pour les Balkans occidentaux, l'agenda vert pour les Balkans occidentaux et les objectifs des fonds de cohésion dans le cadre de la politique régionale. Le tableau ci-dessous montre ces relations et permet de comprendre les liens entre les piliers de la Stratégie Adriatique (Ionienne avec les autres programmes, instruments et politiques de l'Union européenne destinés aux Balkans occidentaux.

Tableau 5: Liens entre les piliers de la Stratégie Adriatique-Ionienne avec les autres programmes, instruments et politiques de l'Union européenne destinés aux Balkans occidentaux

EUSAIR Pilier 1 Croissance bleue			
IPA III	Plan économique et d'investissement pour les Balkans occidentaux	Agenda vert pour les Balkans occidentaux	Fonds de cohésion
Fenêtre 14.4 – Compétitivité et croissance inclusive	Projets phares 15.7 – Gestion des déchets et gestion de l'eau Projets phares 9 – Investissement dans la compétitivité et le secteur privé	5) Systèmes d'alimentations durables et agriculture	Objectif 1 Une Europe intelligente
EUSAIR Pilier 2 Connecter la région			

13 Voir [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/MEMO\\_18\\_3866](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/MEMO_18_3866) (Consulté le 12.10.2021)

14 Dans les documents de programmation des fonds de pré-adhésion IPA III (2021-2027) a été introduit le mot « *Window* » en anglais que l'on peut aussi traduire par « fenêtre d'opportunité et de priorité ».

15 Dans les documents de programmation du Plan économique et d'investissement pour les Balkans occidentaux de 9 milliards d'euros pour la période 2021-2027 figure le mot « *Flagship* » en anglais que l'on peut traduire par « projets phares ».

IPA III	Plan économique et d'investissement pour les Balkans occidentaux	Agenda vert pour les Balkans occidentaux	Fonds de cohésion
Fenêtre 3 Agenda vert et connectivité durable	Projets phares 1 – Connecter l'Est à l'Ouest Projets phares 2 – Connecteur le Sud au Nord  Projets phares 3 – Connecter les régions côtières Flagship Priorité Projets phares 4 – Energie renouvelable Projets phares 5 – Transition du charbon	1) Décarbonisation, énergie et mobilité	Objectif 3 Une Europe plus connectée

## EUSAIR Pilier 3 Qualité environnementale

IPA III	Plan économique et d'investissement pour les Balkans occidentaux	Agenda vert pour les Balkans occidentaux	Fonds de cohésion
Fenêtre 3 Agenda vert et connectivité durable	Projets phares 7 – Gestion des déchets et gestion de l'eau	1) Décarbonisation, énergie et mobilité ; 2) Economie circulaire ; 3) Biodiversité ; 4) Combattre la pollution de l'air, de l'eau et des sols ; 5) Systèmes d'alimentations durables et agriculture	Objectif 2 Une Europe plus verte

## EUSAIR Pilier 4 Tourisme durable

IPA III	Plan économique et d'investissement pour les Balkans occidentaux	Agenda vert pour les Balkans occidentaux	Fonds de cohésion
Fenêtre 3 Agenda vert et connectivité durable – Fenêtre 4 Compétitivité et croissance inclusive	Projets phares 9 – Investissement dans la compétitivité et le secteur privé	3) Biodiversité	Objectif 5 Une Europe plus proche des citoyens

Source: EU Strategy for the Adriatic and Ionian Region (EUSAIR) facilitating the enlargement process of Western Balkans », étude réalisée pour DG Regio, 2021.

Dans le tableau ci-dessus, les fonds de préadhésion IPA II (2021-2027) sont dotés d'un budget de 14,2 milliards d'euros. Le nouvel instrument d'aide à la préadhésion est plus stratégique avec un accent renouvelé sur les réformes clés sur la voie de l'adhésion à l'UE, une plus grande confiance dans les stratégies menées par les pays conduisant à une plus grande appropriation et enfin avec une programmation basée sur des priorités clés, récompensant les performances et les progrès. Il y a pour cette tranche pluriannuelle plus d'investissements et de levier de fonds pour soutenir une économie qui fonctionne pour les personnes (transport et connectivité énergétique) et pour soutenir la reprise post COVID-19. Il s'agit de soutenir les européennes en renforçant les règles de droit et le respect des droits et des valeurs fondamentaux, en renforçant les institutions démocratiques et les réformes de l'administration publique et en promouvant la gouvernance économique et les réformes vers la compétitivité. Au regard des liens thématiques avec les piliers de la stratégie Adriatique-Ionienne, plusieurs synergies apparaissent, ce qui donne une possibilité de financements en lien avec les priorités de la macro-région. Il est attendu davantage d'impacts grâce à une cohérence et une complémentarité accrue entre les fonds IPA III et l'instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale. L'objectif est ici d'accroître les synergies avec un large éventail de programmes politiques internes de l'UE afin de maximiser l'impact sur les secteurs prioritaires (sécurité, migration, recherche et innovation, environnement et action climatique, transports et connectivité énergétique). Il est dûment tenu compte de la plus grande priorité du programme de connectivité, qui renforce encore la création d'infrastructures de transport, des projets prioritaires phares contenus dans le plan d'investissement économique et du programme vert pour les Balkans occidentaux, qui auront un impact sur les procédures et priorités (Charokopos, 2021).

Entre 2016 et 2021, le programme ADRION<sup>16</sup> a soutenu plusieurs projets régionaux pour soutenir le développement des projets liés à la Stratégie Adriatique-Ionienne. La possibilité de capitaliser sur les expériences de la coopération territoriale dans la politique de cohésion générale est un problème de longue date. Plusieurs efforts ont été déployés pour renforcer le transfert et la réutilisation des résultats du projet, améliorant ainsi la capacité de s'appuyer sur les expériences précédentes. Dans le domaine couvert par la Stratégie Adriatique-Ionienne, une contribution importante à ces objectifs a été offerte par le programme ADRION et ses réseaux de « clusters thématiques ».

---

16 Voir <https://www.adrioninterreg.eu/index.php/library/programme-document/> (Consulté le 12.10.2021)

Le Cadre d'investissement des Balkans occidentaux<sup>17</sup> est une initiative conjointe de la Commission européenne, de la Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB), de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque européenne d'investissement (BEI), des donateurs bilatéraux et d'autres acteurs. Lancé en décembre 2009 ce cadre permet de renforcer l'harmonisation et la coopération dans les investissements pour le développement socio-économique de la région et à contribuer à la perspective européenne des Balkans occidentaux. A ce sujet, les relations avec les macro-régions pourraient être davantage développées. L'avancement de la mise en œuvre des projets d'infrastructure dépend aussi de l'efficacité de la capacité de gestion des investissements publics de chaque pays. Un cadre institutionnel faible dans ce domaine entraîne une mauvaise allocation des ressources et la mise à l'écart des critères de durabilité économique et financière. Les évaluations de la gestion des investissements publics menées par le Fonds monétaire international (FMI) pour les pays des Balkans occidentaux ont révélé des faiblesses importantes dans ce domaine. Les structures institutionnelles pertinentes sont fragmentées et le niveau de coordination est faible. Alors que la législation nationale sur les marchés publics est conçue dans la plupart des pays conformément aux normes de l'UE, sa mise en œuvre est faible car les procédures pertinentes sont souvent contournées. Les critères de sélection des projets sont souvent ignorés et le suivi de l'exécution des projets est faible. La création de comités nationaux d'investissement (NIC) a été une étape positive dans le sens d'une amélioration de l'appropriation, de la transparence et de la hiérarchisation. Tous les gouvernements des Balkans occidentaux ont adopté des cadres opérationnels de NIC menant à l'approbation de ce que l'on appelle les pipelines uniques de projets sectoriels.<sup>18</sup> Cependant, la mise en œuvre des NIC, l'intégration du cadre NIC dans les administrations nationales est incomplète et le lien entre les budgets nationaux et la capacité fiscale à moyen terme sont insuffisants. Pour faire face à cette carence, les institutions nationales sont souvent appuyées par des contractants externes qui fournissent l'expertise technique nécessaire.

---

17 En anglais (WBIF – Western Balkans Investment Framework)

18 En anglais *Single Project Pipeline* (SPP)

## LA SERBIE ET SA POSITION AU CŒUR DES MACRO-RÉGIONS DE LA STRATÉGIE ADRIATIQUE-IONIENNE (EUSAIR) ET DE LA STRATÉGIE DE LA RÉGION DU DANUBE (SRD)

Avec l'Italie et la Macédoine du nord, la Serbie coordonne le pilier 2 (sous-groupe transport) de la Stratégie Adriatique-Ionienne (EUSAIR). Dans ce contexte elle participe à toutes les activités liées au développement des transports dans la région. Actuellement plusieurs projets sont en préparation. Tout d'abord un « Master Plan » qui permet de préparer un plan directeur pour le transport de la région adriatique ionienne en décrivant la situation actuelle des réseaux routiers et ferroviaires. Ce plan permet aussi de décrire et de cartographier les paramètres du réseau, d'analyser les flux de trafic le long du réseau et d'identification les goulots d'étranglement. Enfin, il a pour objectif de préparer des scénarios d'avenir. Ces scénarios de référence (2030) considère les projets d'infrastructure pour lesquels des travaux ont déjà été contractés ainsi que les projets dont l'achèvement est prévu d'ici 2030. Il couvre aussi les scénarios à long terme (2050), et les projets pertinents des plans nationaux qui complètent l'extension du réseau TEN-T<sup>19</sup> dans la région adriatique et ionienne. Dans le domaine du transport plusieurs autres projets sont développés, comme par exemple la création d'une route cyclable tout le long de la région Adriatique-Ionienne, des systèmes de nouvelles technologies liées aux transports ainsi que plusieurs projets mettant en relation les transports maritimes ainsi que les mobilités urbaines et l'environnement. La Serbie participe de façon active aussi aux autres piliers thématiques, notamment dans les domaines de l'énergie, de l'environnement et du tourisme. La Serbie a déjà présidé la macro-région Adriatique Ionienne et en a organisé le cinquième forum en janvier 2021.<sup>20</sup> Par sa position géographique, la Serbie participe aussi à la Stratégie de la région du Danube et se trouve ainsi être au cœur des deux macro-régions.

---

19 TransEuropean Transport (TEN-T)

20 Le cinquième forum d'EUSAIR a été organisé à Belgrade les 28 et 29 janvier 2021. Voir <https://www.adriatic-ionian.eu/event/5th-eusair-annual-forum/>

## CONCLUSION: PENSER LA COOPÉRATION RÉGIONALE AU SEIN DES MACRO-RÉGIONS AU-DELÀ DE L'ATTENTE POUR UNE ADHÉSION DES BALKANS OCCIDENTAUX À L'UNION EUROPÉENNE

Les pays des Balkans occidentaux n'ont pas encore de dates d'adhésion. Une grande disparité existe entre chaque pays concernant le stade dans lequel ils se trouvent dans le processus d'intégration à l'Union européenne. La participation de ces pays aux macro-régions est nécessaire pour renforcer les capacités, mieux comprendre les modes de fonctionnement au sein des Etats membres. Il y a là une dimension culturelle dans la communication entre les différentes parties prenantes (Perrin, 2019). Les macro-régions permettent aussi de développer des projets communs entre les Etats des Balkans occidentaux et participent ainsi au rétablissement de bonnes relations et au renforcement de la coopération régionale. Cependant, les modalités dans la programmation des fonds de pré-adhésion IPA et ceux de la politique de cohésion ou bien même de la coopération territoriale différent. Les montants sont également bien différents. Ainsi mener des projets communs entre les Etats membres de l'UE et les pays des Balkans occidentaux ne s'avère pas aisé. Malgré cela, c'est bien dans le long-terme que les macro-régions de l'Union européenne s'inscrivent. Pour ne pas laisser à durée indéterminée les Balkans occidentaux à la périphérie de l'UE et enclavé dans l'UE les macro-régions devraient renforcer leurs capacités de financements de projets. Les autres acteurs internationaux (la Chine, la Russie, les Etats-Unis, la Turquie, les Etats du Golfe) sont aussi présents dans les Balkans occidentaux et profitent du vide temporel pour renforcer leurs influences au détriment de l'UE. Ainsi, l'Union européenne devra tôt ou tard réfléchir à un au-delà de l'attente pour une adhésion des Balkans occidentaux avec un calendrier.

### BIBLIOGRAPHIE

- Bitsch Marie-Thérèse. 2008. *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*. Nouvelle Éd. Complexe.
- Boulineau Emmanuelle. 2018. «La macro-région du Danube portée par l'Union européenne: quelques enjeux d'eupéanité pour l'Europe médiane.» In *L'eupéanité en Europe médiane*, eds. Amaël Cattaruzza and Frédéric Dessberg, 91-103. Bruxelles : Bruylant. 9782745348302. fhalshs-020687
- Bossuat Gérard. 2009. *Histoire de l'Union européenne : fondations, élargissements, avenir*. Paris, Belin, 2009.

- Caligiuri, Andrea. 2018. «La Mer Adriatique et la Mer Ionienne: les formes de coopération entre Etats côtiers et les nouveaux instruments de gouvernance établis par l'UE», 2018 (consulté le 21.11.2021) – Voir <https://www.academia.edu>
- Charokopos, Michael. 2021. « Policy analysis building networks of change in the Western Balkans; looking back, moving forwards. » *STG Policy Papers POLICY ANALYSIS*, [https://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/71876/PA\\_2021\\_14\\_STG.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://cadmus.eui.eu/bitstream/handle/1814/71876/PA_2021_14_STG.pdf?sequence=1&isAllowed=y)
- Doutriaux, Yves, Lequesne, Christian. 2013. *Les institutions de l'UE après la crise de l'euro*. Paris: Documentation française.
- Lequesne Christian. 2004. *L'intégration européenne*. Paris: Presses de Sciences Po (FNSP).
- Perrin, Thomas. 2019. «The cultural dimension of macro-regions: a prospective reflection.» In *Regional Governance in the EU, Regions and the future of Europe*, eds. Gabriele Abels and Jan Battke, Edward Elgar Publishing: New Horizons in European Politics series.
- Rupnik Jacques. 2004. *Les Européens face à l'élargissement. Perceptions, acteurs, enjeux*. RECEO: CNRS.
- Savić, Biljana, 2014. “Makroregionalne strategije EU.” *Porezni savjetnik* broj 7-8: 142-150.
- Snyder Timothy. 2003. *The reconstruction of nations*. New Haven: Yale University press, 2003.
- Stocchiero, Andrea. 2010. « The geopolitical game of the European Union strategy for macro-regions: Where does the Mediterranean stand? » *Working Papers* 74.
- Documents
- Adriatic Ionian Euroregion, 2014. *Adriatic Ionian Euroregion Contribution to the EUSAIR*, General Secretariat, Campobasso.
- EBRD, *Economic recovery prospects*, juin 2021
- European Commission, *For a Prosperous and Integrated Adriatic and Ionian Region*, European Union, Regional and Urban Policy, Juin 2014.
- European Parliament, Directorate-General for Internal Policies of the Union, Cristino, B., Böhme, K., Preku, A., et al., *New role of macro-regions in European territorial cooperation*, European Parliament, 2016, <https://data.europa.eu/doi/10.2861/06284>
- «EU Strategy for the Adriatic and Ionian Region (EUSAIR) facilitating the enlargement process of Western Balkans », étude réalisée pour DG Regio, 2021.
- Organisation mondiale du tourisme (UNWTO), *Guide du tourisme durable pour le développement*, 2013.

Study on macroregional Strategies and their links with Cohesion policy  
[https://ec.europa.eu/regional\\_policy/sources/cooperate/macro\\_region\\_strategy/pdf/mrs\\_links\\_cohesion\\_policy.pdf](https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/cooperate/macro_region_strategy/pdf/mrs_links_cohesion_policy.pdf)  
World Bank, *Western Balkans regular economic report*, n°19, mars 2021

Nebojsa Vukadinovic

ТЕРИТОРИЈАЛИЗАЦИЈА И  
СПАЦИЈАЛИЗАЦИЈА ЕКОНОМСКОГ  
РАЗВОЈА НА ПЕРИФЕРИЈИ ЕУ:  
МАКРОРЕГИОНИ НА ЗАПАДНОМ БАЛКАНУ

---

Резиме

---

Од 1997. ЕУ промовише регионалну сарадњу на Балкану. То је попримило различите облике: регионална сарадња, зона слободне трговине, добросуседски односи. Последњих година ЕУ развија концепт макрорегиона који омогућава балканским државама које желе да се придруже ЕУ да развијају заједничке пројекте међу собом, али и са земљама које су већ чланице Европске уније. Тако су настала два макрорегиона: Јадранско-јонски и Дунавски. Француска подржава концепт макрорегиона на Западном Балкану. Овај чланак такође наглашава шта Јадранско-јонска и Дунавска стратегија макрорегиона могу понудити процесу проширења. Србија учествује у оба ова макрорегиона. Која су средства до сада имплементирана и да ли циљеви омогућавају економски развој? Да ли макрорегиони заиста дозвољавају размену између држава региона и интеграцију балканских земаља у ЕУ?

**Кључне речи:** макрорегије, периферија Европске уније, Западни Балкан, Стратегија ЕУ за Јадранско и Јонско море (EUSAIR), Стратегија за Дунав (EUSDR), проширење Европске уније, економски развој, територијална политика, спацијализација, кохезиона политика

---

\* Овај рад је примљен 15. октобра 2021. године, а прихваћен за објављивање 23. децембра 2021.